



Cher Nicolas Hulot,

Sauvons Le Climat

8 septembre 2015

Vous êtes une des personnalités préférées des Français et avez accès aux grands médias. Nous avons donc lu attentivement votre interview dans « Les Echos » et souhaitons vous faire part de nos accords sur certains points et des questions que nous posent certaines de vos affirmations.

Nous pensons d'abord comme vous que la COP21 est loin d'être gagnée et que la responsabilité des grands pays industriels est primordiale. Mais loin de considérer l'accord entre les USA et la Chine comme exemplaire, nous en voyons les limites : la Chine se donne le droit d'augmenter ses émissions encore pendant quinze ans et les USA annoncent un modeste progrès sur une référence 2005 désastreuse. En rester là bloquerait la COP 21.

Nous sommes heureux de vous entendre souligner la nécessité d'une taxe carbone à un niveau suffisant, objectif partagé par les grands industriels qui réclament une visibilité à long terme. Mais vous savez très bien qu'une taxe carbone ne peut s'envisager qu'au niveau mondial ou au moins des pays de l'OCDE.

Nous pensons qu'une telle proposition serait sensiblement plus efficace si une limitation réglementaire des émissions de CO2 était imposée aux nouvelles centrales de production d'électricité.

Nous ne partageons pas votre satisfaction face aux bonnes intentions des promoteurs de la loi sur la transition énergétique se fixant un objectif ambitieux en la matière. Ce sont les mêmes qui ont saboté par leur recours au Conseil Constitutionnel la taxe carbone que vous aviez su avec talent introduire dans le Grenelle de l'Environnement. Ce sont les mêmes qui, grâce à la RT2012, ont favorisé l'usage du gaz pour les chauffages.

Vous vous félicitez que la France aborde la COP 21 avec une loi sur la transition énergétique qui serait exemplaire ?

Notre analyse nous a conduits, hélas, à déplorer le vide sidéral de cette loi en matière de plans d'action cohérents s'attaquant, notamment, au secteur du transport responsable d'un tiers des émissions de la France. L'essentiel de ce texte confus et complexe concerne l'organisation du système électrique qui n'est responsable que de moins de 4% des émissions de gaz carbonique de notre pays. Vous savez par ailleurs que l'échec de la concertation avec le Sénat a signé l'échec d'une politique partisane de l'énergie. Or, en matière de transition énergétique, on compte en décennies, non en quinquennats.

L'expérience de tous les pays qui ont réduit la part du nucléaire dans leur mix démontre que ces décisions ont entraîné une augmentation de leurs émissions de gaz à effet de serre. Le Japon en témoigne. Il a donc décidé de relancer son nucléaire pour tenir ses engagements vis-à-vis de la COP21. Et les « fausses sorties-du-nucléaire » suédoise (1990), belge (1999), suisse (2011), comme la « perverse persévérance » des USA (après Three Mile Island), de la Russie et de l'Ukraine (après Tchernobyl), maintenant du Japon (après Fukushima) ne vous questionnent-elles pas ?

Nous avons été choqués de lire votre analyse du nucléaire.

Les 2000 travailleurs de Fessenheim goûteront peu votre humour : « mettre de l'eau dans son vin ... transition douce... ». Ils font fonctionner leur centrale déjà équipée des compléments de sécurité post-Fukushima avec l'accord de l'ASN. Pas plus que leurs camarades des autres centrales, ils ne laisseront faire un nouveau Florange.

Injecter de l'éolien et du solaire dans des systèmes électriques à base de fossile fait baisser leur contenu carbone mais, en France, nous n'avons constaté aucun effet de ce type puisque notre secteur électrique est quasiment déjà décarboné.

La France pays exemplaire?

Plutôt que d'utiliser votre grand talent de communicant et votre fonction de représentant de la France lors des négociations préparatoires à vanter le modèle d'un voisin qui est en train d'échouer, selon les propres dires du ministre responsable, Sigmar Gabriel, pourquoi ne pas tout simplement proposer le nôtre, beaucoup plus performant? Alors que chaque Allemand émet chaque année 9,15 tonnes de CO₂, chaque Français n'en émet que 5,05. Dans le domaine des émissions de CO₂, c'est bien la France qui montre l'exemple.

En refusant la construction de nouveaux réacteurs en France, vous utilisez de bien curieuse façon le calcul des probabilités. Même en tenant compte de Tchernobyl et de Fukushima, le Magazine Forbes a montré que, par kWh produit, le nucléaire causait 2000 fois moins de morts que le charbon, 250 fois moins que la biomasse et 40 fois moins que le gaz.

La sécurité du nucléaire repose certes sur des composants, objet des préconisations de l'ASN à la suite de Fukushima afin d'atteindre un nouveau niveau de sécurité, tenant compte du retour d'expérience, pour toutes les centrales, les anciennes comme les nouvelles.

Mais c'est le tissu humain d'ingénieurs et d'opérateurs formés et sa cohérence qui assurent la sécurité. Ils font tout pour qu'une fusion du cœur ne se produise pas en France, et jusqu'ici ils ont réussi. Mais, dans l'hypothèse où l'impensable arriverait, des systèmes spécifiques, tels que les recombineurs passifs d'hydrogène et la filtration des rejets, éviteraient d'avoir à déplacer population alentour. Rappelons d'ailleurs que la fonte du cœur du réacteur de Three Mile Island (le seul comparable aux réacteurs français) n'a pas donné lieu à des rejets significatifs de radioéléments et qu'il n'y a eu aucune victime.

Or l'exemple de l'Allemagne démontre qu'un nucléaire condamné perd ses ingénieurs et techniciens, lesquels se replacent facilement vu leurs compétences. Même si l'Allemagne voulait relancer le nucléaire, elle ne le pourrait plus, faute de compétences. Selon Claude-André Lacoste (précédent Président de l'ASN), c'est la France qui pourrait aujourd'hui poser des questions à son voisin allemand sur la sûreté de ses centrales encore en fonctionnement ...

N'ayons pas honte des performances de notre pays en matière d'émissions de CO₂ (le moins émetteur d'Europe avec la Suède, toujours nucléarisée) et encourageons d'autres pays très émetteurs à suivre notre exemple.

Il n'y a pas LA SOLUTION énergétique au problème du réchauffement.

Energies renouvelables, nucléaire, stockage, efficacité énergétique et sobriété sont des solutions à combiner intelligemment, chacune dans son domaine de compétence.

Cher Nicolas Hulot, sachez que nous sommes prêts à vous rencontrer, à échanger, notre but, notre seul but est d'engager notre pays dans une lutte résolue et efficace afin de contribuer à contenir le réchauffement actuel à deux degrés et à respecter notre engagement international d'une baisse d'un facteur 4 de nos émissions de CO₂ alors que nous sommes déjà avec la Suède, la Norvège et la Suisse, l'un des pays industrialisés les moins émetteurs au monde.